

**INTERVENTION DE M. OGUZ DEMIRALP, AMBASSADEUR,
DÉLÉGUÉ PERMANENT DE TURQUIE AUPRÈS DE
L'UNION EUROPÉENNE, MEMBRE SUPPLÉANT DE LA
CONVENTION EUROPÉENNE**

(Bruxelles, le 24 avril 2003)

***L'Union et son environnement immédiat et
la vie démocratique de l'Union.***

Monsieur le Président,

C'est un exercice de constitutionnalisation par excellence que notre Convention est en train de réaliser. Aussi, à l'image des constitutions nationales classiques, le Traité constitutionnel qui sera le fruit de nos travaux doit être un texte simple, clair dans son contexte et contemporain dans son esprit. Ceci m'amène à faire les remarques suivantes :

Le principe de non-discrimination qui est un élément indissociable du principe plus général d'égalité de traitement constitue, selon son appellation jurisprudentielle, l'un des fondement de la Communauté et de l'Union. Le respect de ce principe est consacré dans les articles pertinents des traités constitutifs que notre Convention souhaite intégrer dans le Traité constitutionnel.

Ainsi que nous avons eu l'occasion de l'exprimer durant les séances plénières précédentes, il est nécessaire d'accorder à l'Union, des accords internationaux comme une suite logique de la reconnaissance de la personnalité juridique à celle-ci. C'est la raison pour laquelle j'estime que le texte proposé pour l'article 42 est satisfaisant d'une manière générale. Toutefois, si les relations de l'Union avec les organisations internationales ne faisaient pas l'objet d'un article séparé dans le cadre du Titre VIII, il est important d'accorder à l'Union la capacité de conclure et de mettre en œuvre des accords spécifiques non seulement avec les pays mais également avec les institutions concernées.

Monsieur le Président,

Le Traité constitutionnel que nous sommes en train de préparer sera un texte juridique, par conséquent justiciable. La religion est une réalité dans toute société. C'est la raison pour laquelle on trouve, dans toutes constitutions nationales des articles relatifs à la liberté de conscience et de religion. La Convention devrait se contenter de la même approche.

Le texte des deux premiers paragraphes de l'article 37 tel qu'il est proposé reprend et constitutionnalise de ce fait, le contenu de la déclaration n°11 annexée au Traité d'Amsterdam. De ce fait, la Convention valorise davantage des dispositions déclaratoires.

La majorité des conventionnels ont déjà exprimé leur souhait de voir la Charte des Droits fondamentaux intégrée dans le Traité constitutionnel. L'article 10 de la Charte garantit la liberté de conscience et de religion. Avec l'intégration de la Charte dans le Traité il ne serait pas nécessaire de consacrer un article supplémentaire à ce sujet dans le Traité. C'est la raison pour laquelle j'ai proposé la suppression de l'article 37. Nous voudrions surtout voir la suppression du 3^{ème} paragraphe de cet article.

L'article 37 risque en effet d'être lu comme une tentative de mise en place d'un régime de privilège au sein de la société civile.

En fin de compte, nous pensons que la Convention affirmera que la société européenne n'est pas une juxtaposition des communautés religieuses, mais un ensemble cohérent d'individus libres et responsables.

Je vous remercie.